

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 décembre 1980, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "concernant les dispositions fiscales du plan de redressement social et économique et l'organisation du Conseil supérieur des Finances", a donné le 17 décembre 1980 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e december 1980 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "met betrekking tot de fiscale bepalingen van het sociaal-economisch herstelplan en de organisatie van de Hoge Raad van Financiën", heeft de 17e december 1980 het volgend advies gegeven

INTITULE.

Suivant les propositions faites ci-après, l'article 23 du projet devrait être omis. Si cette suggestion était suivie, l'intitulé serait plus simplement rédigé ainsi qu'il suit :

"Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus".

PREAMBULE.

L'avis du Conseil d'Etat est demandé sur base de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Il s'indique dès lors ni de viser ces lois coordonnées au préambule ni de faire figurer dans celui-ci des considérants justifiant l'urgence.

EXAMEN DU TEXTE.Observation générale sur les délégations de pouvoir.

Les articles 2, 4, 5 et 7 du projet, qui insèrent ou modifient respectivement les articles 42bis, § 3; 48, § 3; 48bis, § 2, et 71, § 5, en projet, du Code des impôts sur les revenus prévoient l'attribution de pouvoirs au Roi dans une mesure incompatible avec la compétence réservée au pouvoir législatif dans la matière des impôts, par les articles 110 et 112 de la Constitution.

.../...

Il importe de rappeler la longue démonstration faite par le Conseil d'Etat dans son avis du 11 avril 1968 sur le projet créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. La conclusion en était la suivante :

"Selon l'article 25, alinéa 2, de la Constitution, les pouvoirs doivent être exercés de la manière établie par la Constitution. Ils sont, en principe, inaliénables et intransmissibles. Les attributions de pouvoirs au Roi ne peuvent concerner que les matières non réservées au législateur et, dans les matières réservées, des mesures de détail ou de simple exécution.

Les impôts ne peuvent être établis en Belgique que de la manière prescrite par les articles 110 et 112 de la Constitution. Ces dispositions constituent une garantie pour tous les citoyens. Elles n'ont pas jusqu'ici été considérées comme une entrave au bon exercice des pouvoirs. Elles n'ont jamais été soumises à revision et ne sont pas comprises dans la déclaration de revision dont les Chambres sont actuellement saisies.

Il appartient au législateur de déterminer, dans le respect de ces textes constitutionnels, l'étendue du domaine qui lui est réservé dans la matière des impôts et taxes et dont il ne peut par conséquent confier le règlement au Roi. Mais ce domaine doit comprendre tout ce qui touche à l'assiette, aux taux de l'impôt et aux exemptions.

Par ailleurs, la loi en projet a pour objet d'établir un Code permanent. Elle ne peut être comparée à une loi attribuant à l'exécutif des pouvoirs spéciaux pour un temps limité" (Pasinomie, 1969, page 842).

Il est toutefois admis, comme le rappelle J. MERTENS (1), que le Roi possède, de par l'article 67 de la Constitution, le pouvoir de "faire les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois", que ces lois soient portées ou non dans les matières réservées.

.../...

(1) J. MERTENS. Le fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux, Larcier, 1945, p. 221.

Il est donc inutile de dire, dans les articles 42bis, 48 et 71 en projet, que le Roi règle l'exécution de ces dispositions. Pareille attribution de pouvoir est déjà acquise et peut être utilisée par le Gouvernement dans le respect de la compétence fiscale reconnue au législateur. Si ces dispositions avaient uniquement pour but d'imposer la délibération des arrêtés d'exécution en conseil des ministres, une seule disposition suffirait à cet effet.

Pour le surplus, si l'on examine chacun des articles en projet, on constate qu'ils habiliter le Roi à déterminer :

- 1) "ce qu'il y a lieu d'entendre par personnel affecté à la recherche scientifique" (article 42bis, § 3);
- 2) "ce qu'il y a lieu d'entendre par investissements affectés à la recherche scientifique" (article 48, § 3, alinéa 2);
- 3) "les critères" auxquels "les investissements qui tendent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie ... doivent répondre" (article 48bis, § 2, alinéas 1er et 2);
- 4) la "nature des prestations" qui permettent de mieux assurer l'isolation thermique de l'habitation (article 71, § 5).

Ainsi, pour établir les règles qu'elles portent, les dispositions indiquées recourent à plusieurs notions qu'elles définissent en termes généraux. A défaut de texte fournissant des éléments en sens contraire, ces notions doivent être comprises selon le sens usuel des termes employés. Dès lors, on n'aperçoit pas la portée des attributions de pouvoirs au Roi. Pour prévenir un danger d'insécurité juridique, si ces

attributions de pouvoirs étaient jugées utiles, les dispositions devraient être amendées pour en préciser l'objet.

Par ailleurs, si le Gouvernement et les Chambres législatives estimaient que le bénéfice des réductions d'impôt prévues devrait être subordonné à des conditions qui ne sont pas inhérentes aux notions employées, le législateur devrait déterminer lui-même ces conditions en leurs éléments essentiels, le Roi pouvant seulement être chargé de régler des questions secondaires. Tel est le principe que le projet doit respecter pour être conforme à l'article 112 de la Constitution.

Par ailleurs, il est prévu dans l'article 42bis, § 3, en projet, que le Roi pourrait adapter le montant immuni- sé de 100.000 francs lorsque les circonstances économiques le justifient, dans l'article 48, § 3, en projet, que le Roi pourrait, sur base du même motif, adapter le pourcentage affectant la base d'amortissement, tel que ce pourcentage est prévu par le projet au chiffre de 110, et dans l'article 71, en projet, que le Roi pourrait régler les limites et les conditions de déductibilité des dépenses d'isolation thermique, admissibles au titre de charges déductibles de l'ensemble des revenus professionnels.

Dans la mesure où le présent projet permet au Roi de modérer l'impôt, il est contraire à l'article 112, alinéa 2, de la Constitution. Dans la mesure où il permet au Roi d'aggraver l'impôt, il se heurte à l'article 110, alinéa 1er de la Constitution.

.../...

En conclusion, les articles 42bis, § 3, 48, § 3, alinéa 2, 48bis, § 2, alinéa 2, et 71, § 5, en projet, devraient être soit revus, soit omis.

Quant à l'adaptation à l'inévitable dépréciation monétaire, des chiffres contenus dans le projet, on peut admettre que le Gouvernement reçoive le pouvoir d'adapter ces chiffres selon le rapport de variation de certains éléments objectifs, tel l'indice des prix à la consommation. Le pouvoir attribué au Gouvernement lui permettrait d'actualiser le montant de l'impôt pour lui conserver sa valeur réelle, sans pouvoir le modérer ou l'aggraver effectivement.

Enfin, le Roi pourrait recevoir le pouvoir de soumettre les contribuables à certaines obligations, comme il est prévu à l'article 48bis, § 2, alinéa 2, en projet, à la condition que ces obligations ne visent qu'à contrôler le respect des conditions légales.

+

+

+

Dans le même ordre d'idées, on relèvera que l'article 3 du projet confirme - en y apportant toutefois une restriction - la disposition énoncée à l'article 47, § 2, du Code des impôts sur les revenus, aux termes de laquelle le Ministre des Finances fixe forfaitairement le taux des impôts afférents aux sommes versées à titre de commissions secrètes, dont il autorise l'admission comme charges professionnelles.

.../...

Bien que l'article 3 du projet apporte une limitation au pouvoir du Ministre des Finances, la disposition énoncée à l'article 47, § 2, cité encourt davantage encore que les dispositions examinées plus haut, les critiques émises au sujet de la conformité de celles-ci à la Constitution.

+

+

+

Article 1er.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code des impôts sur les revenus :".

Au paragraphe 1er, 1°, en projet, les mots de la finale : "soit de la réserve d'investissement visée par le présent article" sont superflus et devraient être omis.

Il ne peut, en effet, y avoir de doute que le montant immunisé de 5 pour cent se calcule sur les bénéfices tels qu'ils sont définis avant que ce même montant immunisé soit déduit, sans quoi l'immunisation ne serait plus de 5 pour cent mais de 5 cent cinquèmes ou 4,76 pour cent. Le premier "soit" doit, par suite, être supprimé dans le texte français.

.../...

Dans un souci de concordance avec l'article 45, 4°, cité au 2°, a), il y a lieu d'écrire :

"a) dans l'exploitation en Belgique en biens corporels ou incorporels ...".

Au b), d'accord avec le fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire :

" ... la période imposable pour laquelle ...".

Au paragraphe 2, 3°, dans un souci de concordance avec l'arrêté royal du 17 octobre 1980 modifiant le Code des taxes assimilées aux timbres et le règlement général sur les taxes assimilées aux timbres, il y a lieu de remplacer l'expression "véhicules automoteurs" par "véhicules à moteur".

Par ailleurs, il serait plus simple de rédiger le début du 3° comme suit :

"3° Les voitures et voitures mixtes telles qu'elles sont définies par la réglementation ...".

Au 6°, il convient d'écrire :

" ... dans le chef d'un contribuable qui a cédé son exploitation" au lieu de " ... dans le chef du cédant".

Au paragraphe 3, il est proposé d'écrire :

"Dans les cas visés à l'article 40, § 1er, le bénéfice de l'immunisation est acquis au nouveau contribuable

.../...

dans la mesure où ...".

Le début du paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Si l'investissement n'a pas été effectué conformément au paragraphe 1er, 2°, a, la réserve d'investissement antérieurement immunisée ...".

Le paragraphe 6 trouverait sa place logique après le paragraphe 2.

L'alinéa 1er du paragraphe 6, serait mieux rédigé comme suit :

"La valeur des investissements, autres que ceux dont il est question au paragraphe 2, ayant fait l'objet d'un contrat de location-financement conclu avec une entreprise visée à l'article 107bis, § 3, 2°, est ajoutée à la valeur des investissements visés au paragraphe 1er, 2°, acquis ou constitués par le premier".

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "pendant la période imposable au cours de laquelle le preneur" au lieu de "pendant l'année".

Une habilitation analogue à celle que porte le paragraphe 7, donnée à un fonctionnaire a déjà été critiquée par le Conseil d'Etat (voir avis du 25 mars 1976, Chambre, 1975-1976, doc. n° 879/1).

Cette critique a été prise en considération par le législateur (voir l'article 214 du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 3 novembre 1976).

.../...

Article 2.

Le liminaire doit être rédigé comme suit :

"Un intitulé C : "Immunisation à caractère économique", comprenant un article 42bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code : ...".

Article 4.

La phrase liminaire doit être remplacée par le texte suivant :

"A l'article 48 du même Code, dont l'alinéa 1er formera le paragraphe 1er, et les alinéas 2 et 3, le paragraphe 2, il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit : ...".

Le début du paragraphe 3 doit être modifié comme suit :

"Par dérogation au paragraphe 1er, en ce qui concerne ...".

Dans un souci de concordance avec les dispositions actuellement en vigueur de l'article 48, il conviendrait d'écrire dans le texte français :

"à 110 pour cent de la valeur d'investissement ou de revient".

.../...

Article 5.

La phrase liminaire doit être remplacée par le texte suivant :

"Un article 48bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code : ...".

Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "dans l'industrie" semblent apporter une restriction non conforme au commentaire de l'exposé des motifs.

Article 10.

Les mots "une seule fois" sont équivoques. L'intention du Gouvernement serait mieux exprimée s'il était écrit : "n'est accordée qu'une fois pour les deux conjoints".

Article 11.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"Une nouvelle sous-section 3 intitulée "Réserve d'investissement" et comprenant un article 107bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :".

.../...

Article 13.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 124 du même Code est complété par le paragraphe suivant : ...".

Par ailleurs, il y aurait lieu d'écrire, comme il a été proposé pour l'article 23bis, § 3, (article 1er du projet) : "... le bénéfice de l'immunité de la réserve d'investissement constituée conformément à l'article 107bis, est acquis au nouveau contribuable dans la mesure où ...".

Article 15.

L'introduction dans un second alinéa de l'article 225 du Code de l'expression "sans avertissement préalable" pourrait faire croire qu'un pareil avertissement est requis en cas d'application de l'alinéa 1er.

Le terme "locaux" est utilisé comme terme générique dans l'article 225 du Code. Il convient de l'employer dans le même sens dans le nouvel alinéa 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-

Les fonctionnaires de l'Administration des contributions directes, munis de leur commission, peuvent, lorsqu'ils sont chargés de la même mission, réclamer le libre accès à tous autres locaux, bâtiments, ateliers ou terrains, qui ne sont pas visés à l'alinéa 1er et où des activités ...".

.../...

Article 19.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er du texte français, il y a lieu d'écrire, conformément au texte néerlandais :

"sur les biens propres de l'autre conjoint lorsque celui-ci peut établir :".

Au 2°, il serait préférable d'écrire :

"2° ou qu'ils proviennent d'une succession ou d'une donation faite par une personne autre que son conjoint;".

Article 20.

A la dernière phrase du texte français, il conviendrait d'écrire :

"Ce débiteur reçoit un nouvel exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle portant ...".

Article 21.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Un article 306bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :".

.../...

Article 23.

Le Conseil supérieur des finances, réorganisé par l'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 (Pasinomie, page 539), est un organe dont les attributions "sont de nature purement technique et consultative" (article 3, alinéa 1er).

Le rapport au Roi précédant cet arrêté fait "observer qu'aucune disposition ne rend la consultation du Conseil supérieur des finances, obligatoire" (commentaire de l'article 10).

L'article 3, alinéa 3, du même arrêté permet au Conseil de proposer au Ministre des Finances d'adresser aux organismes financiers des secteurs public et privé des recommandations concernant leurs opérations tandis que, selon l'article 10, le Ministre peut, lorsque la recommandation qu'il aurait faite n'a pas été respectée, "rendre publique cette recommandation accompagnée de la liste des organismes qui ne s'y seraient pas conformés dans le délai prescrit".

L'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation. Il remplaçait l'arrêté royal du 31 janvier 1936 qui avait le même objet.

Bien que, selon le rapport au Roi et le préambule de l'arrêté, le Gouvernement entendît agir en exécution de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire et, en particulier, de l'article 1er, 6°, relatif à l'amélioration du financement des investissements, il apparaît que ce fondement légal n'était pas nécessaire, les pouvoirs constitutionnels du Roi suffisant en la matière.

.../...

Cet arrêté royal ne contient que des dispositions réglementaires qui, conformément à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 31 mars 1967, pourraient être modifiées par le Roi après l'expiration des pouvoirs spéciaux.

L'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 peut dès lors être modifié par le Roi sur base de l'article 29 de la Constitution.

L'article 23 du projet est par conséquent superflu et il doit être omis.

Article 24.

Le 5° doit être joint au 1°; il suffit pour ce faire d'inscrire l'article 7 parmi les articles applicables à partir de l'exercice 1982.

Le second alinéa de l'article 24 ne concerne pas l'entrée en vigueur du projet. Il s'agit, d'une part, d'une condition d'application de l'article 71, § 1er, en projet et, d'autre part d'une disposition transitoire.

Il est proposé d'insérer dans l'article 71, § 1er, 7°, en projet (article 7 du projet), entre les deux littéras, un b ainsi conçu :

"b) les travaux aient été effectués après le 14 octobre 1980;".

Le littéra b deviendrait le c.

.../...

Le restant de la disposition devrait former un article distinct qui pourrait prendre la place de l'article 23 (dont la suppression est proposée) et qui serait rédigé comme suit :

"Article 23.-

Par dérogation à l'article 71, § 1er, 7°, du Code des impôts sur les revenus, tel qu'il est modifié par la présente loi, les dépenses faites en vue de l'isolation thermique, qui ont été payées en 1980 et qui concernent des travaux exécutés entre le 15 octobre et le 31 décembre 1980, sont censées avoir été faites en 1981".

OPSCHRIFT.

Volgens de hierna gedane voorstellen zou artikel 23 van het ontwerp moeten vervallen. Wordt op deze suggestie ingegaan, dan zou het opschrift eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Ontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen".

AANHEF.

Is Raads advies wordt gevraagd op grond van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Naar die wetten behoeft derhalve in de aanhef niet te worden verwezen, evenmin als daarin consideransen moeten worden opgenomen ter verantwoording van de spoed.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Algemene opmerking over de bevoegdheidsopdrachten.

De artikelen 2, 4, 5 en 7 van het ontwerp, die de ontworpen artikelen 42bis, § 3, 48, § 3, 48bis, § 2, en 71, § 5, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen onderscheidenlijk invoegen of wijzigen, verlenen aan de Koning bevoegdheden in een mate die niet overeen te brengen is met de bevoegdheid die, inzake belastingen, door de artikelen 110 en 112 van de Grondwet voor de wetgevende macht is weggelegd.

.../...

Hier moge worden herinnerd aan het uitvoerig betoog in 's Raads advies van 11 april 1968 over het ontwerp tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde. De conclusie daarvan luidde :

"Volgens artikel 25, tweede lid, van de Grondwet worden de machten uitgeoefend op de wijze bij de Grondwet bepaald. In beginsel zijn ze onvervreemdbaar en onoverdraagbaar. Aan de Koning mag maar bevoegdheid worden opgedragen voor zaken die niet voor de wetgever zijn voorbehouden en, in de voorbehouden zaken, voor nadere regelen of gewone uitvoeringsmaatregelen.

In België mogen geen belastingen worden ingevoerd dan op de wijze bepaald in de artikelen 110 en 112 van de Grondwet. Die bepalingen zijn een waarborg voor alle burgers. Tot dusver heeft men ze nooit beschouwd als een hinderpaal voor de goede uitoefening van de machten. Zij zijn nooit herzien en komen niet voor in de verklaring tot herziening van de Grondwet die thans bij de Kamers aanhangig is.

Het is zaak van de wetgever, met inachtneming van die grondwetteksten, uit te maken in hoever, als het om belastingen gaat, hij alleen bevoegd is en de regeling dus niet aan de Koning kan opdragen. Tot die bevoegdheid moet echter alles behoren wat betrekking heeft op de grondslag, de tarieven en de vrijstellingen van de belasting.

Overigens strekt de ontwerp-wet tot invoering van een permanent Wetboek. Zij is niet vergelijkbaar met een wet die de uitvoerende macht tijdelijk volmachten geeft".

Toch wordt aangenomen, zoals J. MERTENS (1) memoreert, dat de Koning aan artikel 67 van de Grondwet de macht ontleent om de verordeningen te maken en de besluiten te nemen "die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn", ongeacht of die wetten al dan niet tot de gereserveerde materies worden gerekend.

.../...

(1) J. MERTENS, "Le fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux", Larcier, 1945, blz. 221.

Het is dus onnodig in de ontworpen artikelen 42bis, 48 en 71 te stellen dat de Koning de uitvoering van die bepalingen regelt. Een zodanige bevoegdheidsopdracht is er reeds; zij kan door de Regering worden aangewend met eerbiediging van de bevoegdheid die inzake belastingen bij de wetgever berust. Mochten die bepalingen uitsluitend tot doel hebben voor te schrijven dat over de uitvoeringsbesluiten overleg in Ministerraad moet plaatshebben, dan zou daartoe met enkele bepalingen kunnen worden volstaan.

Bovendien wijst nader onderzoek van elk van de ontworpen artikelen uit dat zij de Koning machtigen tot het bepalen van

- 1) "wat verstaan moet worden onder personeel dat voor wetenschappelijk onderzoek wordt tewerkgesteld" (artikel 42bis, § 3);
- 2) "wat verstaan moet worden onder investeringen gebruikt voor wetenschappelijk onderzoek" (artikel 48, § 3, tweede lid);
- 3) "de kenmerken" waaraan "de investeringen die zijn gedaan met het oog op een rationeler energieverbruik ... moeten voldoen" (artikel 48bis, § 2, eerste en tweede lid);
- 4) de "aard van de dienstverrichtingen" die een betere thermische isolatie van de woning mogelijk maken (artikel 71, § 1 en § 5).

Voor het bepalen van de regels welke zij stellen, werken de genoemde voorzieningen dus met een aantal begrippen welke zij in algemene bewoordingen omschrijven. Bij gemis van een tekst die tegengestelde gegevens aan de hand doet, moeten die begrippen worden verstaan in de gewone betekenis van de gebruikte bewoordingen. Het is dan ook niet duidelijk welke de draagwijdte is van de aan de Koning verleende bevoegdheidsopdrachten. Mochten deze dienstig worden geacht, dan

.../...

zouden - wil de rechtszekerheid niet in gevaar komen - de bepalingen moeten worden aangepast om de strekking ervan te verduidelijken.

Zouden overigens Regering en Wetgevende Kamers oordelen dat voor de voorgenomen belastingverminderingen voorwaarden dienen te worden gesteld die niet inherent zijn aan de gehanteerde begrippen, dan zou de wetgever zelf de hoofdbestanddelen van die voorwaarden moeten bepalen, terwijl de Koning slechts met het regelen van ondergeschikte aangelegenheden zou kunnen worden belast. Met dat beginsel moet het ontwerp rekening houden, wil het in overeenstemming zijn met artikel 112 van de Grondwet.

In het ontworpen artikel 42bis, § 3, wordt bepaald dat de Koning het vrijgestelde bedrag van 100.000 frank kan aanpassen "wanneer de economische omstandigheden zulks rechtvaardigen"; het ontworpen artikel 48, § 3, stelt dat de Koning om dezelfde reden het percentage van de afschrijvingsgrondslag - door het ontwerp op 110 pct vastgesteld - kan aanpassen; en volgens het ontworpen artikel 71 bepaalt de Koning "de grenzen waarbinnen en de voorwaarden waaronder" de uitgaven voor thermische isolatie mogen worden afgetrokken die als van het totaal bedrijfsinkomen aftrekbare lasten kunnen worden aangemerkt.

Inzover het ontwerp de Koning machtigt tot het verminderen van de belasting, is het strijdig met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet. Inzover het de Koning machtigt tot het verzwaren van de belasting, gaat het in tegen artikel 110, eerste lid, van de Grondwet.

.../...

Kortom, de ontworpen artikelen 42bis, § 3, 48, § 3, tweede lid, 48bis, § 2, tweede lid, en 71, § 5, moeten hetzij herzien, hetzij geschrapt worden.

Wat de aanpassing van de in het ontwerp bepaalde cijfers aan de onvermijdelijke muntontwaarding betreft, kan worden aangenomen dat de Regering de bevoegdheid krijgt om die cijfers bij te stellen, naargelang van de verhouding waarin bepaalde objectieve gegevens, zoals het indexcijfer der consumptieprijzen, schommelen. De aan de Regering opgedragen bevoegdheid zou haar in staat stellen het belastingbedrag zo te actualiseren dat het zijn werkelijke waarde behoudt, zonder dat zij het echt kan verminderen of verhogen.

Ten slotte zou de Koning de bevoegdheid kunnen krijgen om de belastingplichtigen sommige verplichtingen op te leggen zoals bepaald is in het ontworpen artikel 48bis, § 2, tweede lid, maar dan op voorwaarde dat die verplichtingen alleen dienen om toezicht op het nakomen van de wettelijke voorwaarden mogelijk te maken.

+

+ +

Hierbij aansluitend moge worden opgemerkt dat artikel 3 van het ontwerp - zij het dat het tevens een beperking legt - een bevestiging is van de bepaling van artikel 47, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, luidens welke de Minister van Financiën forfaitair de belastingpercentages vaststelt voor de als geheime commissielonen uitgekeerde bedragen waarvan hij toelaat dat ze als bedrijfslasten worden aangerekend.

.../...

Ofschoon artikel 3 van het ontwerp een beperking stelt aan de bevoegdheid van de Minister van Financiën, gelden voor de aangehaalde bepaling uit artikel 47, § 2, meer nog dan voor de eerder besproken bepalingen, de grondwettigheidsbezwaren die er hierboven tegen ingebracht zijn.

+
+ +

Artikel 1.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Aan het slot van de ontworpen paragraaf 1, 1°, moeten de woorden "of de bij dit artikel bedoelde investeringsreserve" als overbodig vervallen.

Er kan immers geen twijfel over bestaan dat het vrijgestelde bedrag van 5 pct wordt berekend op de winst zoals die vaststaat vóór aftrek van dat vrijgestelde bedrag; zo niet, dan zou de vrijstelling niet meer 5 pct maar 5 honderdenvijfde of 4,76 pct bedragen. In de Franse tekst moet bijgevolg ook de eerste "soit" vervallen.

Ter wille van de overeenstemming met het onder 2°, a) aangehaalde artikel 45 dient te worden gelezen :

.../...

"a) in de exploitatie in België in lichamelijke of onlichamelijke goederen ...".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat onder b) moet worden gelezen :

"... het belastbaar tijdperk waarvoor ...".

Ter wille van de overeenstemming met het koninklijk besluit van 17 oktober 1980 tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen en van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen vervange men in paragraaf 2, 3°, de woorden "voertuigen met eigen beweegkracht" door het woord "motorvoertuigen".

Voorts kan het begin van de tekst onder 3° eenvoudiger als volgt worden gelezen :

"3° de personenwagens en de auto's voor dubbel gebruik zoals zij omschreven zijn in de reglementering ...".

Onder 6° dient te worden gelezen :

"... die vroeger voor de toepassing van paragraaf 1 in aanmerking zijn genomen ten aanzien van de belastingplichtige die zijn exploitatie heeft overgedragen".

In paragraaf 3 leze men :

"In de gevallen bedoeld in artikel 40, § 1, wordt het voordeel van de vrijstelling verkregen door de nieuwe belastingplichtige en moet de investering, in zover zij ...".

.../...

Het begin van paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien de investering niet overeenkomstig paragraaf 1, 2°, a, is verricht, wordt de voorheen vrijgestelde investeringsreserve ...".

Paragraaf 6 zou beter achter paragraaf 2 komen.

Het eerste lid van paragraaf 6 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De waarde van de niet in paragraaf 2 bedoelde investeringen waarover een contract van financieringshuur is gesloten met een in artikel 107bis, § 3, 2°, bedoelde onderneming, wordt gevoegd bij de waarde van de door de leasingnemer verkregen of tot stand gebrachte investeringen als bedoeld in paragraaf 1, 2°".

In het tweede lid dient te worden gelezen "tijdens het belastbaar tijdperk waarin de bewuste investering" in plaats van "tijdens het jaar waarin de investering in kwestie".

Tegen een opdracht van bevoegdheid aan een ambtenaar als die waarin paragraaf 7 voorziet, heeft de Raad van State reeds bezwaar gemaakt (zie advies van 25 maart 1976, Kamer 1975-1976, gedr. st. 879/1).

Met dat bezwaar heeft de wetgever rekening gehouden (zie artikel 214 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 3 november 1976).

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In hetzelfde wetboek wordt een opschrift C : "Economische vrijstellingen", met een als volgt luidend artikel 42bis, ingevoegd : ...".

Artikel 4.

De inleidende volzin moet door de volgende tekst worden vervangen :

"Aan artikel 48 van hetzelfde Wetboek, waarvan het eerste lid, paragraaf 1, en het tweede en het derde lid paragraaf 2 zullen vormen, wordt een paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt : ...".

Het begin van paragraaf 3 moet als volgt worden gewijzigd :

"In afwijking van paragraaf 1 wordt, met betrekking tot de bestanddelen ... de afschrijvingsgrondslag vastgesteld op ...".

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst van het thans geldende artikel 48 zou moeten worden gelezen :

"à 110 p.c. de la valeur d'investissement ou de revient".

.../...

Artikel 5.

De inleidende volzin moet door de volgende tekst worden vervangen :

"In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 48bis ingevoegd, luidend als volgt : ...".

In paragraaf 2, eerste lid, lijken de woorden "in de industrie" een beperking op te leggen die niet in overeenstemming is met de commentaar van de memorie van toelichting.

Artikel 10.

Het woord "eenmaal" is dubbelzinnig. De bedoeling van de Regering zou beter worden weergegeven als volgt : "slechts eenmaal voor beide echtgenoten".

Artikel 11.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"In hetzelfde Wetboek wordt een nieuwe onderafdeling "Investeringsreserve", met een als volgt luidend artikel 107bis, ingevoegd :

.../...

Artikel 13.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 124 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende paragraaf aangevuld : ...".

Voorts dient te worden gelezen, zoals voorgesteld is voor artikel 23bis, § 3, (artikel 1 van het ontwerp) : "... wordt het voorbeeld van de vrijstelling van de overeenkomstig artikel 107bis aangelegde investeringsreserve verkregen door de nieuwe belastingplichtige en moet de investering, in zover zij ...".

Artikel 15.

De invoeging, in een tweede lid van artikel 225 van het Wetboek, van de woorden "zonder voorafgaandelijke verwittiging" zou de indruk kunnen wekken dat een zodanige verwittiging vereist is in geval van toepassing van het eerste lid.

De term "lokalen" is als generieke term gebruikt in artikel 225 van het Wetboek. Hij behoort in dezelfde zin te worden gebruikt in het nieuwe tweede lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

Artikel 225 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"De ambtenaren van de administratie der directe belastingen, voorzien van hun aanstellingsbrief, mogen, wanneer zij met dezelfde taak belast zijn, vrije toegang eisen tot alle andere lokalen, gebouwen, werkplaatsen of terreinen die niet bedoeld zijn in het eerste lid en waar werkzaamheden verricht of vermoedelijk verricht worden ...".

Artikel 19.

In het tweede lid van de Franse tekst, van paragraaf 1, dient overeenkomstig de Nederlandse tekst te worden gelezen :

"sur les biens propres de l'autre conjoint lorsque celui-ci peut établir :".

Onder 2° kan beter worden gelezen :

"2° of dat zij voortkomen van een erfenis of van een schenking door een andere persoon dan zijn echtgenoot;".

Artikel 20.

In de Franse tekst van de laatste volzin zou moeten worden gelezen :

"Ce débiteur reçoit un nouvel exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle portant ...".

.../...

Artikel 21.

De eerste volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 306bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Artikel 23.

De Hoge Raad van Financiën, die georganiseerd is door het koninklijk besluit nr 17 van 23 mei 1967 (Belgisch Staatsblad van 25 mei 1967) is een orgaan waarvan de bevoegdheden "van louter technische en raadgevende aard zijn" (artikel 3, eerste lid).

Het verslag aan de Koning bij dat besluit merkt op "dat geen enkele beschikking de raadpleging van de Hoge Raad van Financiën verplichtend maakt" (commentaar op artikel 10).

Krachtens artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit kan de Raad aan de Minister van Financiën voorstellen aan de financiële organismen van de openbare en van de privé-sector aanbevelingen te richten betreffende hun verrichtingen, terwijl de minister volgens artikel 10, wanneer de aanbeveling die hij mocht hebben gedaan zonder gevolg is gebleven, "deze aanbeveling openbaar mag maken met toevoeging van de lijst van de organismen die deze niet binnen de voorgeschreven termijn zouden nageleefd hebben".

Het koninklijk besluit nr 17 van 23 mei 1967 is niet voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voorgelegd. Het verving het koninklijk besluit van 31 januari 1936, dat hetzelfde ontwerp had.

.../...

Ofschoon de Regering, volgens het verslag aan de Koning en de aanhef van het besluit, bedoelde op te treden ter uitvoering van de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning, ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren en inzonderheid ter uitvoering van artikel 1, 6°, betreffende de verbetering van de financiering van de investeringen, blijkt dat die rechtsgrond niet nodig was aangezien ter zake met 's Konings grondwettelijke machten kon worden volstaan.

Dat koninklijk besluit bevat slechts verordeningsbepalingen die, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van de wet van 31 maart 1967, door de Koning gewijzigd konden worden na het verstrijken van de bijzondere machten.

Het koninklijk besluit nr 17 van 23 mei 1967 kan derhalve door de Koning worden gewijzigd op grond van artikel 29 van de Grondwet.

Artikel 23 van het ontwerp is bijgevolg overbodig en moet vervallen.

Artikel 24.

Het bepaalde onder 5° moet bij het bepaalde onder 1° worden gevoegd; daartoe hoeft men alleen maar artikel 7 op te nemen onder de artikelen die van toepassing zijn met ingang van het aanslagjaar 1982.

.../...

Het tweede lid van artikel 24 handelt niet over de inwerkingtreding van het ontwerp. Het betreft enerzijds een voorwaarde voor de toepassing van het ontworpen artikel 71, § 1; anderzijds bevat het een overgangsbepaling.

Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 71, § 1, 7° (artikel 7 van het ontwerp), tussen de twee letters een b in te voegen als volgt :

"b) de werken uitgevoerd zijn na 14 oktober 1980;"

Letter b wordt dan c.

Wat van de bepaling overblijft zou dan een afzonderlijk artikel moeten vormen, dat in de plaats zou kunnen komen van artikel 23 (waarvan de schrapping is voorgesteld en dat zou luiden :

"Artikel 23.-

In afwijking van artikel 71, § 1, 7°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals het door deze wet wordt gewijzigd, worden de uitgaven gedaan met het oog op thermische isolatie, die in 1980 betaald zijn en betrekking hebben op werken uitgevoerd tussen 15 oktober en 31 december 1980, geacht te zijn gedaan in 1981".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT,
P. KNAEPEN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

greffier.
griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Les rapports ont été présen-
tés par M. G. PIQUET, premier au-
diteur, et par M. J. SALMON, audi-
teur.

De verslagen werden uitgebrach-
t door de H. G. PIQUET, eerste audi-
teur, en door de H. J. SALMON, audi-
teur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,